

**Sommet informel Allemagne,
Espagne, France, Italie -
Déclaration de M. François
Hollande, président de la
République**

(Versailles, 06 mars 2017)

Mesdames, Messieurs, j'accueille ce soir à Versailles la chancelière d'Allemagne, Angela Merkel, le président du Conseil italien, Paolo Gentiloni, et le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy. Nous sommes ici dans un lieu, même s'il a beaucoup changé, qui est un symbole car il y a un siècle, les Nations européennes sortaient du premier conflit mondial et se retrouvaient à Versailles. Elles aspiraient à la paix mais l'unité de l'Europe apparaissait comme une utopie, la réconciliation franco-allemande comme un rêve inaccessible et hélas l'enchaînement et l'esprit de revanche ont provoqué un autre drame dans le siècle, le 20e, puisque ce fut la Seconde guerre mondiale. Il a fallu qu'il y ait cette tragédie pour que l'idéal européen devienne enfin une réalité et ce fut en 1957, le Traité de Rome dont nous célébrerons le 60e anniversaire le 25 mars prochain. C'est cette perspective qui nous rassemble ce soir.

Nous sommes dans un contexte où il y a beaucoup d'incertitudes mais également beaucoup d'inquiétudes et où des principes qui paraissaient établis pour toujours - l'État de droit, la démocratie, la solidarité, l'ouverture et même la paix - paraissent mis en cause. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas simplement commémorer le traité de Rome, nous devons affirmer ensemble un engagement pour l'avenir. La France, l'Allemagne, Italie et l'Espagne, par leur Histoire, par leur économie, par leur démographie ont la responsabilité de tracer la voie, non pas pour l'imposer aux autres mais pour être une force au service de l'Europe, pour impulser des mouvements indispensables.

Nous sommes ici tous convaincus qu'aucune solution ne sera trouvée dans le repli sur soi, la fermeture, le rejet de l'autre et le refus de la solidarité. Cela vaut pour l'Europe, cela vaut pour le monde. Plus que jamais, les défis qui sont devant nous exigent une mobilisation de l'Europe pour elle-même et pour la planète parce que l'Europe n'a jamais conçu son unité qu'au service d'une cause plus forte encore qui est celle de l'équilibre du monde.

Mais l'Europe elle-même ne parviendra à convaincre que si elle est claire sur ses objectifs et sur ses méthodes. L'Europe réduite à son seul marché ou à sa seule monnaie et qui renoncerait à sa dimension politique serait en fait une Europe de régression et le statu quo ne peut pas être la solution, surtout après la décision qu'ont prise les Britanniques et qui conduit au Brexit.

Alors la première priorité c'est que l'Europe assure sa protection et sa sécurité. La première demande que nous adressent les citoyens et la responsabilité qui est la nôtre, est de faire en sorte que nous puissions, dans le cadre de l'Alliance atlantique, contribuer à notre propre défense, ce qui suppose une Europe de la défense et que chaque pays puisse prendre sa part dans l'effort collectif. Nous devons également protéger nos frontières extérieures. Nous avons

commencé à le faire pour que nous puissions traiter dignement la question des réfugiés, assurer la libre circulation mais aussi lutter contre les risques et les menaces, je pense notamment au terrorisme.

Nous devons aussi définir ensemble une politique migratoire et faire que les décisions que nous prenons, puissent être respectées par tous. Voilà le premier enjeu, la protection et la sécurité.

Ce que nous demandent également nos peuples, c'est que nous puissions construire une Europe de progrès avec de la croissance, avec des emplois et avec du progrès social, avec cette capacité qui doit être celle de l'Europe de définir son projet à travers les industries d'avenir, que ce soit avec le numérique ou la transition énergétique et écologique.

Enfin, le troisième enjeu est que l'Europe assure la défense de ses intérêts et de ses valeurs partout dans le monde et c'est la raison pour laquelle elle doit avoir une politique à l'égard de l'Afrique une politique de développement. Elle doit participer au règlement des conflits au Moyen-Orient, elle doit prendre sa part - c'est ce que nous avons fait aussi avec Angela Merkel - du règlement de la crise en Ukraine. Elle doit aussi défendre ses intérêts, notamment commerciaux dans le monde avec une conception qui ne peut pas être le protectionnisme, qui ne peut pas être non plus le libre-échange sans condition. Nous devons veiller à ce que le monde puisse avoir des règles et c'est l'Europe qui aujourd'hui veut en assurer l'effectivité.

Je veux terminer sur quelques idées simples : si nous voulons que l'Europe soit au rendez-vous pour les prochaines années, elle doit d'abord tirer les conséquences du Brexit et être capable de vivre à 27 et qu'à 27, nous puissions être suffisamment unis pour être respectés. Il n'y a pas de capacité à pouvoir influencer ou à pouvoir décider si la division s'installe ; cela vaut d'ailleurs pour l'Europe comme pour toute organisation. Mais l'unité n'est pas l'uniformité. Et c'est la raison pour laquelle je plaide pour qu'il y ait de nouvelles formes de coopération pour de nouveaux projets - ce que l'on appelle les coopérations différenciées - qui fassent que quelques pays puissent aller plus vite, plus loin dans des domaines comme la défense, mais aussi la zone euro au travers l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, l'harmonisation fiscale et sociale, la culture, l'échange sur le plan de la jeunesse. Que nous puissions aller plus vite et plus fort avec quelques pays sans que d'autres en soient écartés mais sans que d'autres ne puissent s'y opposer. Voilà pourquoi il est très important que nous puissions à la fois montrer de la solidarité à 27 mais également de la capacité à avancer à un rythme différent entre les pays composant l'Europe à 27.

Enfin, il faut que nous puissions être clairs sur ce que représente l'Europe, sur l'acquis sur lequel nous pouvons bâtir, sur ce que nous sommes ensemble, c'est-à-dire pas simplement un système économique mais un système de valeurs. Nous défendons la démocratie, nous portons les idées de liberté, de dignité, de solidarité. Et face aux populistes, aux extrémistes, aux nationalistes, nous devons montrer que nous sommes capables d'avoir la cohésion nécessaire, l'impulsion indispensable et la capacité à pouvoir définir l'avenir. C'est ce que nous avons voulu faire ensemble ici pour préparer Rome parce qu'un anniversaire, ce n'est pas simplement un regard vers le passé, c'est une volonté d'avancer plus loin encore ensemble pour les prochaines années./.